

Australie

Diana Vinding

Les peuples autochtones entretiennent une relation longue et complexe avec le paysage australien, y compris avec les zones côtières et marines. De récentes recherches indiquent que cette relation remonte à plus de 50 000 ans. Au cours de leur histoire, les Aborigènes ont vécu dans l'ensemble de l'Australie. Aujourd'hui, une majorité d'entre eux vit dans les centres urbains régionaux (43%) ou dans les villes (32%), bien que quelques-uns continuent de vivre sur leurs terres traditionnelles dans des régions isolées voire très isolées. Au moment de la colonisation, en 1788, il y avait peut-être jusqu'à 1,5 millions de personnes en Australie. Aujourd'hui, la population aborigène est estimée à 745 000 individusⁱ, soit 3% des 24 220 200 qui composent la population totale d'Australieⁱⁱ.

Les Aborigènes et les Insulaires du détroit de Torres contribuent à tous les domaines de la vie publique, sociale et communautaire, notamment dans les arts, les médias, l'enseignement supérieur, la politique, le sport et l'économie. Toutefois, les écarts en termes d'espérance de vie, de santé, d'éducation et d'emploi entre les Aborigènes et les Insulaires du détroit de Torres et les Australiens non-autochtones demeurent à des niveaux inacceptables en dépit de la campagne « Closing the Gap » (« Résorber l'écart ») lancée en 2006 par les leaders autochtones et qui est soutenu depuis par les gouvernements et les deux partis majoritaires, au niveau fédéral comme à celui des Etats et Territoires de la fédération.



Le statut des Aborigènes et des Insulaires du détroit de Torres en tant que peuples premiers d'Australie a été reconnu de différentes manières : à travers la *common law* et le *native title* suite à la décision historique du jugement *Mabo 2*, à travers la législation également, notamment la Loi contre la discrimination raciale - *The Racial Discrimination Act* (1975), le *Native Title Act* (1993), et les lois sur la Commission des Aborigènes et des Insulaires du détroit de Torres - *Aboriginal and Torres Strait Islander Commission Act* (1989 et 2005). D'autres événements marquant ont eu lieu tel que la *Déclaration de l'Australie vers la Réconciliation - Australian Declaration Towards Reconciliation* et la *Feuille de Route pour la Réconciliation - Roadmap for Reconciliation* (2006) ainsi que les excuses nationales aux Générations volées (2008). Il existe un ministère des affaires autochtones au niveau national et, depuis 2015, un secrétariat d'Etat pour la Santé et le soin autochtones ; les Etats et Territoires ont adopté des lois sur les droits autochtones. L'Australie n'a pas ratifié la Convention n° 169 de l'OIT mais, bien qu'elle ait initialement voté contre la Déclaration des Nations unies sur les Droits des Peuples Autochtones (DPA) en 2007, elle soutient le texte depuis 2009.

En juillet 2016, l'Australie a connu une élection suite à une « double dissolution », afin d'élire les 226 membres du 45^{ème} Parlement d'Australie – 150 députés et 76 sénateurs. Avec une majorité d'un seul siège, la coalition entre libéraux et nationalistes dirigée par le Premier Ministre Malcolm Turnbull a pu se maintenir au pouvoir.

La campagne pour l'élection fédérale, longue de deux mois, n'a pas vu d'engagement réel vis-à-vis des affaires autochtones. Cette situation a déclenché un appel à mobilisation unitaire de la part d'une coalition d'organisations représentatives majeures des Aborigènes et Insulaires du détroit de Torres. Le 9 juin 2016, ces organisations ont signé une déclaration en forme de programme électoral, la *Déclaration de Redfern*, qui appelle le 45^{ème} Parlement à engager un dialogue approfondi avec les peuples autochtones et à s'engager sur un plan d'action visant à résoudre, en tant que priorité nationale, les problèmes en matière de santé, de justice, de prévention de la violence, de protection de la petite enfance et de handicapⁱⁱⁱ.

Résorber l'écart : des progrès limités

Plusieurs rapports parus en 2016 réaffirment la nécessité d'un tel plan d'action^{iv}. L'écart en termes d'espérance de vie gravite toujours autour de dix années^v et seuls deux objectifs – mortalité infantile et réussite au niveau de l'école primaire – sont en passe d'être atteints d'ici à 2020. Le taux d'emploi des jeunes et des adultes autochtones est moitié moins élevé que pour leurs pairs non-autochtones. La discrimination raciale est largement répandue, en particulier dans les centres urbains^{vi}.

La situation en matière de santé est particulièrement alarmante. Le taux de mortalité demeure 1,7 fois plus élevé pour les Aborigènes et les Insulaires du détroit de Torres que pour les non-autochtones (2009-2013). La mortalité des enfants âgés de 0 à 4 ans est 1,9 fois plus élevée que pour les enfants non-autochtones. Les Aborigènes et les Insulaires du détroit de Torres ont également des taux plus élevés de maladies chroniques et le taux de mortalité due au diabète est douze fois plus élevé que pour les Australiens non-autochtones. D'autres données montrent que les Aborigènes et les Insulaires du détroit de Torres sont surreprésentés en matière de handicap sévère,

d'obésité, d'abus de substances dangereuses, de hauts niveaux de détresse psychologique et d'hospitalisation pour des blessures auto-infligées^{vii}.

Au cours des sept dernières années, des améliorations vérifiables ont vu le jour en matière d'accès et d'usage des services de soin de premier niveau et de médication. Cependant, de nombreuses barrières empêchent ces améliorations de progresser, parmi lesquelles : un manque de services, en particulier pour les maladies mentales, un manque de services peu onéreux et acceptables d'un point de vue socioculturel, le racisme et le racisme institutionnel au sein des services de soin^{viii}.

Dans le même temps, il a été prouvé que les Organisations de Soins contrôlées par la communauté aborigène (*Aboriginal Community Controlled Health Organisations-ACCHO*s) sont le premier choix en tant que services de soins de premier niveau en raison du fait que ces organisations sont mieux positionnées pour offrir un service compétent du point de vue culturel, c'est-à-dire aligné sur les conceptions holistiques de la santé qui prévalent chez les peuples aborigènes et insulaires du détroit de Torres^{ix}.

Même si la dépense moyenne en matière de soin pour une personne autochtone est 1,47 fois plus élevée que pour les non-autochtones, la dépense publique continue de n'être pas proportionnée aux besoins significativement plus lourds et complexes des Aborigènes et Insulaires du détroit de Torres.

Le suicide : une cause majeure de l'écart en termes d'espérance de vie

Le suicide a émergé en tant que cause majeure de la mortalité prématurée des autochtones et c'était en 2014 la 5^{ème} principale cause de décès parmi les autochtones, en particulier les hommes bien que le nombre de suicides et d'automutilation chez les femmes autochtones soit en hausse. Les enfants et les jeunes autochtones sont particulièrement vulnérables : les autochtones de 15 à 24 ans ont cinq fois plus de risque de se suicider que leurs pairs non-autochtones et 30% des suicides des jeunes (jusqu'à 17 ans) au niveau national sont le fait d'autochtones. Les enfants aborigènes représentent 80% des suicides chez les enfants âgés de 12 ans et moins au niveau national. Des « suicides groupés » ou des séries de tentatives de suicide ou d'automutilation qui ont lieu dans une même communauté ou localité sur une période de quelques semaines ou mois sont aussi un sujet de grave inquiétude, particulièrement chez les plus jeunes.

Le rapport 2016 du Projet d'Évaluation de la Prévention du Suicide des Aborigènes et Insulaires du détroit de Torres (*Aboriginal and Torres Strait Islander Suicide Prevention Evaluation Project - ATSIPEP*) répond au fort besoin de plus amples recherches dans le domaine de la prévention du suicide autochtone et de l'évaluation des services et programmes de prévention^x. Les résultats du rapport s'appuient notamment sur des consultations sous forme de tables rondes dans douze communautés autochtones à travers toute l'Australie ainsi que sur les thèmes clés et les recommandations de la première Conférence nationale sur la prévention du suicide chez les Aborigènes et Insulaires du détroit de Torres, les 5 et 6 mai 2016. L'une des nombreuses conclusions et recommandations du rapport est l'importance de renforcer le bien-être social et émotionnel et la mise en œuvre de services culturellement appropriés par des professionnels compétents. Le rapport met également en lumière le fait qu'un facteur

commun de succès dans les interventions à l'initiative des communautés ou dans les réponses au suicide autochtone est leur développement et leur mise en œuvre au travers du leadership autochtone et en partenariat avec les communautés autochtones fondés sur le principe que les autochtones ont le droit d'être impliqués dans la conception et la mise en œuvre de services en tant que consommateurs de santé mentale.

Terres et jeunesses autochtones

Dans le cadre du *Native title* et d'autres dispositifs statutaires concernant les droits à la terre, les peuples autochtones possèdent plus de 20% du territoire national australien^{xi}. La plupart de ces terres (98%) se trouvent dans des zones très isolées où la terre a une grande importance culturelle mais une faible valeur économique. Le *Native title* offre aux Aborigènes et Insulaires du détroit de Torres des droits et intérêts collectifs, avec des degrés variables de contrôle et de gestion des terres et des eaux.

Même si le concept de titre indigène (*native title*) a été au cœur de la lutte des autochtones d'Australie pour leurs droits, il existe une inquiétude croissante aujourd'hui quant à un désengagement de la jeunesse autochtone de leurs organisations liées au *native title*, de leurs communautés et de leurs terres. Cette inquiétude a été au cœur de la Conférence nationale sur le *Native Title* qui s'est tenue en 2016 à Darwin, dans le Territoire du Nord, du 1^{er} au 3 juin^{xii}. Un forum de la jeunesse autochtone, composé de deux cercles de parole^{xiii}, s'est donc tenu les premier et dernier jour de la conférence pour les délégués âgés de moins de 35 ans.

La majorité des participants étaient détenteurs d'un titre indigène et le reste des participants des requérants. Malgré cela, il y avait un manque d'engagement dans les processus liés au titre indigène ainsi qu'un manque d'implication et de connaissance du secteur. Pour les délégués, le fait de vivre loin de leurs terres créait d'importants défis, y compris une difficulté à s'impliquer dans leur communauté et *Prescribed Bodies Corporate* (PBC), c'est-à-dire les organisations chargées de gérer les droits et intérêts liés au titre indigène. Ces délégués considéraient également le titre indigène comme « une chose pour les personnes âgées ». Pour eux, les générations de leurs parents et grands-parents se chargeaient de ces démarches pour leur bénéfice, eux-mêmes n'ayant pas le savoir approprié (ou accès à ce savoir) de manière à pouvoir être impliqué dans les processus de prise de décision. Certains avaient aussi honte de parler en public ou craignaient que leur opinion ou leur capacité à contribuer ne soient pas valorisées par les membres plus âgés de leur groupe.

En dépit des sentiments de désengagement exprimés, les délégués insistaient sur l'importance et la valeur pour eux de leurs droits et intérêts au titre du *native title*. Pour résoudre certaines des difficultés identifiées, ils ont également débattu de la possibilité de créer un réseau national des jeunes autochtones qui aurait pour but de créer un sentiment d'appartenance pour les jeunes navigant dans l'espace du *native title* et pour apporter un soutien à la participation des jeunes dans ce secteur.

Le processus de reconnaissance constitutionnelle

Un nouveau pas a été franchi pour le référendum sur la reconnaissance constitutionnelle des peuples autochtones en mai avec la décision de lancer un processus rigoureux et inclusif de consultation de tous les Australiens, y compris les peuples Aborigènes et

Insulaires du détroit de Torres. Le processus sera piloté par le Conseil du Référendum nommé en décembre 2015^{xiv} par le Premier Ministre, Malcolm Turnbull, et le leader de l'opposition, Bill Shorten.

Le processus de consultation a démarré en juin avec une série de rencontres avec des leaders Aborigènes et Insulaires du détroit de Torres, y compris des propriétaires traditionnels et des représentants des principales organisations représentatives nationales. Au cours du second semestre 2016, une série de consultations autochtones concomitantes, dans les communautés et en ligne, ont eu lieu.

Les propositions clés de réforme sont notamment :

- 1) De rédiger une déclaration reconnaissant les Aborigènes et les Insulaires du détroit de Torres en tant que premiers Australiens
- 2) Un amendement ou la suppression du « pouvoir racial » (section 51, alinéa xxvi)
- 3) L'insertion d'une interdiction constitutionnelle de la discrimination raciale
- 4) La création d'une voix autochtone auprès du Parlement et le droit d'être consulté sur les lois et politiques qui affectent les Aborigènes et Insulaires du détroit de Torres
- 5) La suppression de la section 25, qui offre la possibilité aux gouvernements des Etats et Territoires d'exclure certains Australiens du droit de vote sur une base raciale^{xv}.

D'autres consultations sont planifiées pour l'année 2017. A la suite de leurs conclusions, le Conseil rendra son Ultime Rapport. La date pour l'introduction au Parlement d'un projet de loi constitutionnelle sera déterminée par le gouvernement fédéral^{xvi}.

Les leaders autochtones ont déjà fait clairement savoir qu'une approche « minimaliste – qui n'offrirait qu'une reconnaissance symbolique dans le préambule de la Constitution, supprime la section 25 et modère le « pouvoir racial » - ne serait pas acceptable aux yeux des Aborigènes et des Insulaires du détroit de Torres. Un grand nombre d'entre eux sont plus en faveur de traités, sur le modèle de ceux que d'autres pays du Commonwealth ont conclu avec leurs peuples autochtones, en ce qu'ils considèrent les traités comme étant moins « symboliques » et ayant plus de substance qu'une reconnaissance constitutionnelle. Plusieurs Etats ont commencé à travailler à de tels traités avec leurs communautés autochtones^{xvii}.

Participation politique

Les peuples autochtones demandent depuis longtemps une meilleure représentation politique et des modalités de consultation plus équitables. Les Aborigènes et les Insulaires du détroit de Torres sont les Peuples Autochtones mais représentent à peine 3% de la population nationale australienne. Dans la démocratie représentative australienne, qui fonctionne selon un scrutin majoritaire dans les urnes et au Parlement, il est difficile pour eux de faire entendre leur voix et d'influencer les lois qui sont faites à leur propos. Le Parlement récemment élu comprend cinq membres autochtones – trois sénateurs (Patrick (Pat) Dodson, Jacqui Lambie et Malarndirri McCarthy) et deux députés (Ken Wyatt et Linda Burney). Ken Wyatt a été le premier député autochtone élu en 2010^{xviii} et est depuis 2015 le secrétaire d'Etat aux personnes âgées et à la santé autochtone dans le gouvernement de la coalition. Linda Burney est la première femme autochtone à détenir un siège dans la chambre fédérale des représentants et est le

« ministre de l'ombre » (*shadow minister*) pour les services à la population (*human services*) du parti travailliste. Au niveau des Etats, il existe actuellement 11 parlementaires autochtones (7 hommes et 4 femmes)^{xix}.

Consentement libre, préalable et éclairé et recherche en génétique

Ces dernières années, un nombre croissant de projets de recherche dédié à l'explicitation de l'histoire génétique des peuples autochtones d'Australie ont été menés. En 2011, la première séquence génomique d'un Aborigène d'Australie a été obtenue à partir d'une mèche de cheveux datant de plus de cent ans, donnée par un homme Aborigène du sud de la Nouvelle-Galles-du-Sud au début du 20^{ème} siècle, a été publiée^{xx}. Elle a été suivie en 2016 par un article publié dans la revue scientifique *Nature* intitulé « Une histoire génomique de l'Australie aborigène »^{xxi}.

Cet article montre que, parce que le continent a été habité depuis si longtemps, il existe une incroyable diversité génétique parmi les Aborigènes d'Australie : des groupes du sud-ouest de l'Australie ont plus de différence génétique avec des groupes du nord-ouest de l'Australie que, par exemple, les peuples amérindiens et sibériens. Cette différenciation génétique a débuté il y a plus de 31 000 ans. Cette étude explique également pourquoi près de 90% des langues aborigènes contemporaines appartiennent à la famille linguistique Pama-Nyungan qui n'a que 4 000 ans d'ancienneté. Cette différence d'âge considérable avec les résultats génétiques semble être le résultat d'une vague de migration depuis le nord-ouest du continent, il y a environ 4 000 ans, qui amena avec elle des transformations linguistiques et culturelles majeures sans pour autant avoir d'impact génétique marqué.

Les peuples Aborigènes et les Insulaires du détroit de Torres – de même que de nombreux autres peuples autochtones – ont traditionnellement été très réticents à autoriser des tests sur leur sang, leur salive, etc., et que ces matériaux soient pris et utilisés à des fins scientifiques. L'équipe internationale à l'origine du premier séquençage d'un génome aborigène a donc, en amont de la publication de l'étude en 2011, organisé une série de discussions avec les *Wongatha*, les *Ngadju* et d'autres peuples Aborigènes d'Australie Occidentale, de manière à obtenir leur consentement formel. Par la suite, les chercheurs ainsi que les groupes aborigènes impliqués ont tous exprimé leur intérêt pour la poursuite de ces recherches. Ainsi, les collaborations furent étendues de manière à inclure des Aborigènes de nombreux autres groupes linguistiques à travers toute l'Australie dans le projet de recherche^{xxii}. Cette collaboration s'appuyait sur un ensemble de règles éthiques.

Dans le cas d'une équipe de l'université de Copenhague, par exemple, l'éthique du projet a été élaborée sur la base des directives de recherches établies par l'Institut Australien des Etudes des Aborigènes et des Insulaires du détroit de Torres (AIATSIS) et des protocoles de consentement libre, préalable et éclairé pour travailler avec des peuples autochtones établis par la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones de 2007. Selon la loi danoise, la proposition de projet fut soumise au comité national danois de l'éthique de la recherche en santé. Des rencontres préalables avaient eu lieu avec des individus clés issus de communautés autochtones et, lorsque c'était possible, un ancien de la communauté était engagé comme consultant et agent de liaison culturel.

Les idées et les suggestions émises par ces représentants ont été incorporées dans la planification de la recherche. Les discussions avec des participants potentiels comprenaient une mise en contexte de la recherche génétique. Les participants étaient informés du fait que, tandis que les résultats seraient publiés, leurs identités demeureraient protégées. Ils étaient également informés du fait que, s'ils souhaitaient se retirer du projet, à tout moment, il leur suffisait de contacter l'ancien de leur groupe ou les chercheurs basés chez eux, sans avoir à offrir d'explication sur leur décision. Des formulaires de consentement en anglais simple furent remplis et signés par chacun des participants qui furent également filmés au moment de donner leur consentement. Afin de garantir leur anonymat, les consentements filmés sont conservés de manière sécurisée et ne sont pas directement accessibles à quiconque n'appartenant pas à l'équipe de recherche. Si le processus d'obtention du consentement était contesté, un compromis serait recherché pour qu'une tierce personne mutuellement acceptable puisse voir le film et confirmer que le consentement était donné librement^{xxiii}.

ⁱ Les chiffres exacts sont hautement débattus en raison de la difficulté à estimer une population tellement bouleversée par la colonisation.

ⁱⁱ Les résultats du recensement de 2016 ne sont pas encore connus. Voir ABS *Estimates and Projections, Aboriginal and Torres Strait Islander Australians, 2001 to 2026*, Cat. no. 3238.0.(2014)

ⁱⁱⁱ Déclaration de Redfern : <http://nationalcongress.com.au/about-us/redfern-statement/>

^{iv} Voir notamment Australian Government, *Closing the gap: Prime Minister's report 2016*, at <https://www.dpmc.gov.au/resource-centre> ; The Close the Gap Campaign Steering Committee, February 2016: *Closing the gap - progress and priorities*, at www.humanrights.gov.au/social_justice/health/index.html ; SCRGSP (Steering Committee for the Review of Government Service Provision) 2016, *Overcoming Indigenous Disadvantage: Key Indicators 2016*, Productivity Commission, Canberra; Human Rights Commission, *Social Justice and Native Title Report 2016* at www.humanrights.gov.au/publication.

^v L'espérance de vie pour les hommes et les femmes Aborigènes est, respectivement de 69 et 73 ans (79 et 83 pour les non-autochtones).

^{vi} En 2014-2015, plus d'un jeune Aborigène et Insulaire du détroit de Torres âgé de 15 ans ou plus sur trois rapportait le sentiment d'avoir été traité de manière injuste en raison de leur statut autochtone – en particulier en raison de commentaires et blagues à caractère raciste.

^{vii} Voir *Closing the Gap – progress and priorities* www.humanrights.gov.au/social_justice/health/index.html

^{viii} Le cas récent de Geoffrey Gurrumul Yunupingu, un chanteur de renommée internationale ayant reçu de nombreux prix, qui prétend s'être vu refusé un traitement adéquat pendant plusieurs heures, a été vu comme une illustration des problèmes systémiques et des biais raciaux qui caractérisent la prise en charge médicale des peuples autochtones. Pour un récit de cet épisode, voir

<https://www.theguardian.com/music/2016/apr/14/race-row-rages-on-over-gurrumul-hospital-ordeal>

^{ix} Voir *Closing the Gap – progress and priorities* www.humanrights.gov.au/social_justice/health/index.html

^x Le rapport de l'ATSISPEP, *Des solutions qui fonctionnent : ce que les faits et les gens nous disent*, est disponible (en anglais) sur le site www.atsispep.sis.uwa.edu.au

^{xi} Voir l'article du Dr Leon Terrill "Indigenous Land Reform Project", Indigenous Law Centre, Faculty of Law, UNSW, <http://www.ilc.unsw.edu.au/node1424>

^{xii} La conférence était co-organisée par l'AIATSIS et le Northern Land Council, sur les terres du peuple Larrakia. Pour un compte-rendu des Cercles de parole des jeunes autochtones (en anglais), voir <http://www5.austlii.edu.au/au/journals/Native-TitleNlr/2016/12.pdf>

^{xiii} Pour les peuples autochtones d'Australie, les cercles de parole symbolisent la complétude et l'égalité et sont utilisés dans une approche de sensibilité culturelle

^{xiv} Le conseil comprend seize membres, autochtones et non-autochtones. Il est co-présidé par Mme Pat Anderson et M. Mark Leibler. Voir <https://www.referendumcouncil.org.au>

^{xv} Voir <https://www.referendumcouncil.org.au>

^{xvi} Voir <https://www.referendumcouncil.org.au/get-the-facts>

^{xvii} Voir notamment "What will Indigenous treaties mean?" mis à jour le 14 décembre 2016 sur le site <http://www.abc.net.au/news/2016-12-14/creation-of-indigenous-treaties-being-led-by-states/8119488>

^{xviii} Le sénateur Neville Bonner, élu en 1971, fut le premier parlementaire autochtone.

^{xix} Le premier parlementaire autochtone au sein d'un Etat fut élu en 1974 dans le Territoire du Nord.

^{xx} Rasmussen *et al.*, "An Aboriginal Australian Genome Reveals Separate Human Dispersals into Asia", *Science*, Oct 7, 2011; 334(6052) : 94-8. Cet article montre que les Aborigènes d'Australie sont les descendants d'une dispersion humaine ancienne depuis l'Afrique vers l'Asie, entre 75 000 et 62 000 ans avant notre ère. L'étude soutient également l'hypothèse selon laquelle les Aborigènes contemporains sont les descendants des premiers hominidés à avoir occupé l'Australie, représentant probablement la plus ancienne population continue hors d'Afrique. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3991479>

^{xxi} Anna-Sapfo Malaspinas *et al.* "A genomic history of Aboriginal Australia", *Nature* 538, 13 October 2016, pp.207–214. Téléchargeable au lien suivant :

https://www.researchgate.net/publication/308391208_A_genomic_history_of_Aboriginal_Australia

^{xxii} L'équipe de recherche internationale comprenait des généticiens de l'université Griffith (Australie) et de l'université de Copenhague.

^{xxiii} Voir S01 Approbations éthiques en relation avec un échantillonnage en Australie :

<http://www.nature.com/nature/journal/v538/n7624/extref/nature18299-s1.pdf>

*Cet article a été compilé par **Diana Vinding**
sur la base de documents et de rapports issus de diverses sources.*

*Source : IWGIA 2017 The Indigenous World
Traduction par **Martin Préaud**
membre du réseau des experts du GITPA pour l'Australie*